

# Une réforme pour mieux asphyxier ?

POLITIQUE SCIENTIFIQUE Derrière l'affaire Mettens, un profond malaise

- L'administration attend des explications.
- Certains redoutent une volonté N-VA de vider le fédéral de sa substance, au profit des Communautés.

Trois jours que l'affaire Mettens libère la parole dans les établissements scientifiques fédéraux. S'exprimant pour la plupart *off the record*, leurs responsables soulèvent des problèmes similaires, expriment des inquiétudes convergentes, qui dépassent largement le patron de Belspo.

**1 Une impossible équation budgétaire.** Les uns soulignent leur incapacité à économiser, une fois les salaires versés. D'autres dénoncent les règles budgétaires trop strictes ou le blocage des recrutements. « Jusqu'à l'absurde, raconte ce responsable. Nous pourrions dégager des moyens en louant certains espaces. La personne qui gèrerait cela est partie, nous ne pouvons pas la remplacer et, par conséquent, nous ne louons plus de locaux. » Des exemples comme ça, on en raconte des dizaines dans les couloirs de la politique scientifique.

**2 Un manque de communication de la secrétaire d'Etat.** Très vite, nos interlocuteurs évoquent les relations avec Elke Sleurs. La plupart des directeurs d'institutions ne l'ont vue qu'une ou deux fois, souvent dans des contextes peu propices à la discussion.

Idem avec les membres de son cabinet. « Il nous est impossible de dialoguer. Moi, je ne conteste pas la nécessité de faire des économies, mais je veux pouvoir sortir de la règle linéaire et trouver des solutions au cas par cas. Je n'ai pas d'interlocuteur. Alors que j'ai déjà envoyé cinq ou six notes concrètes », s'irrite ce gestionnaire.

Sur l'aspect financier, Elke Sleurs a pourtant négocié, lors du contrôle budgétaire, de pouvoir utiliser 11 millions de contribution à l'Agence spatiale européenne, non consommés, pour des dépenses d'investissements dans les établissements scientifiques. Mais, à ce jour, les responsables des institutions, n'en ont toujours pas été informés. Plus fondamentalement, et

à l'unanimité, tous les patrons que nous avons interrogés réclament, au plus vite, des précisions sur la réforme annoncée. « On ne sait pas ce que va devenir Belspo. Personne ne comprend ce que veut dire l'autonomisation des établissements », résume un directeur concerné. « Cela crée un climat d'incertitude, délétère pour le personnel », pointe cet autre. Au cabinet de la secrétaire d'Etat, on insiste : « On communiquera quand on aura un plan abouti. D'abord sur le spatial. Puis sur le reste. »

**3 Un démantèlement de la politique scientifique belge.** Certains interlocuteurs décodent, dans les économies et la réforme, les intentions cachées

de la N-VA : vider le fédéral de sa substance. « La politique scientifique fédérale a été affaiblie par la réforme de l'Etat, qui supprime les pôles d'attraction interuniversitaires (NDLR : qui permettaient les collaborations Flamands/francophones), résume l'un. Aujourd'hui, elle perd une visibilité bien nécessaire, notamment à l'international. En la divisant, on la fragilise encore plus, en minant sa cohérence et sa force. »

D'aucuns parlent même d'« asphyxie », visant à pousser les institutions scientifiques et culturelles dans le giron des Communautés. « On entend de temps à autre cette idée que les entités fédérées pourraient contribuer financièrement », explique cet acteur du domaine

muséal. Joëlle Milquet confirme. « De plus en plus d'institutions culturelles viennent nous voir, pour nous demander de les aider, en participant à des projets. C'est une tendance très frappante. » A laquelle la ministre de la Culture francophone ne ferme pas (tout à fait) la porte.

« Nous sommes ouverts à des coopérations avec le fédéral ou la Communauté flamande. Pour autant que cela s'inscrive dans une vraie stratégie. Et nous ne sommes certainement pas là pour pallier le non-investissement du fédéral ! » Côté flamand, on cale net. « Nous ne subsidions pas de projets ponctuels dans les institutions fédérales. » ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

## le témoin « Je ne crois pas qu'on veut saboter les institutions »

ENTRETIEN

**R**udi Van Doorslaer, directeur depuis dix ans du Cegesoma (Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines), s'inquiète pour son institution, dont il faut d'urgence régler le statut. Il s'alarme, aussi, des mesures d'économies imposées aux établissements scientifiques fédéraux. Mais il ne rejette pas en bloc la réforme du gouvernement.

**Vous tirez la sonnette d'alarme sur le plan financier.**

*Oui. Nous avons un problème spécifique au Cegesoma : notre dotation n'a jamais été adaptée en fonction de l'indexation. Or, 85 % de notre dotation sert à payer le personnel. Nous n'avons donc aucune marge. Sur le long terme, c'est intenable. Nous ne pouvons pas*

*payer de licenciement. Et, comme nous sommes une petite structure, il y a peu de départs naturels. Bref, nous sommes extrêmement vulnérables par rapport aux économies qu'on nous réclame. C'est tout bonnement impossible pour nous ! En 2016, nous serons devant un problème très grave qui ne*

*pourra être résolu qu'avec un re-financement. Sinon, nous ne pourrons pas tenir.*

**Vous pensez qu'on veut démanteler le Cegesoma ? Ou, plus globalement, la politique scientifique ?**

*Non, je sais que certains voient des tensions communautaires*

*dans tout cela. C'est quelque chose que je conteste très fermement. Je pense que le gouverne-*

*ment et M<sup>me</sup> Sleurs sont honnêtes quand ils disent qu'ils veulent simplement réformer. Je ne crois pas qu'ils ont des intentions cachées, ni qu'ils veulent saboter les institutions. Par contre, il y a une contradiction entre la volonté de moderniser les institutions et les économies qu'on nous impose.*

**Les critiques sont donc excessives ?**

*Il y a un élément que je comprends : il y a une grande demande de clarification de la part de la secrétaire d'Etat. Il ne faut plus attendre trop longtemps, il faut qu'on sache où on va avant les vacances d'été. ■*

Propos recueillis par  
VÉRONIQUE LAMQUIN

### POLÉMIQUES

#### Un MR chasse un PS

Philippe Mettens, ex-patron de Belspo, a décidé ce mardi d'introduire un recours au conseil d'Etat contre la non-reconduction de son mandat à la tête de Belspo. Le matin, il avait par ailleurs voulu reprendre possession de son bureau, « pour ne pas abandonner son administration ». Le tout filmé par une équipe du JT de la RTBF. Au cabinet d'Elke Sleurs, on a peu apprécié. Et signifié, par huissier, au rebelle qu'il lui était demandé « de quitter les lieux et de remettre ses clés et son badge ». Dans la foulée, la secrétaire d'Etat a désigné René Delcourt (photo) comme président ad interim du SPP Politique scientifique. Ancien conseiller de Sabine Laruelle (MR), il est aujourd'hui conseiller communal à Héron, où il a été élu sur la liste Renouveau, apparentée au MR. « Je n'ai pas pour habitude de me répandre dans la presse, nous confiait-il mardi soir. Ma première mission va être d'apaiser le climat, assez tendu. »

V.L.A.

#### Torfs : « Belspo favorise les intérêts francophones »

Invité hier soir de Terzake (VRT), Rik Torfs, recteur de la KUL et ex-élu CD&V, a eu des propos très durs sur Philippe Mettens mais également sur Belspo. Evoquant l'attitude de l'ex-patron de la politique scientifique fédérale, Rik Torfs a estimé « que Philippe Mettens mène une opposition contre le gouvernement fédéral, comme le PS ». Et d'ironiser sur « le côté flamboyant du personnage qui a réussi à séduire les caméras de la RTBF. Quel acteur ! »

Plus fondamentalement, le recteur de la KUL s'est montré très critique sur le fonctionnement de Belspo : « Cette structure avantage largement les intérêts francophones. Tout profit pour la clientèle des mandataires francophones. » Sur le risque, souligné par les patrons des institutions fédérales, de voir la politique scientifique de la Belgique affaiblie voire démantelée, Rik Torfs assène : « Elle est déjà régionalisée à 90 % ! Où est le problème ? » Enfin, le recteur de la KUL estime que la pétition Save Belspo, signée par 17.000 chercheurs, n'a rien de significatif. « Regardez la liste des signataires : 80 à 90 % d'entre eux sont francophones. La plupart n'ont pas de lien direct avec la recherche, ce sont des pensionnés wallons, des ménagères... »

V. LA.